



Pour l'emploi et pour l'Europe de la croissance



la grande conférence sociale
pour l'emploi
20 et 21 juin 2013



L'AGENDA

23, 24 et 25 août 2013

► Université d'été du PS et du MJS à La Rochelle

**L'hebdo s'arrête pendant l'été.
Retrouvez-nous à la rentrée en septembre.
Bonnes vacances !**

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



L'info en continu

Laurent Fabius, 26/06/13

Retraites

« Il y a maintenant un système où le Conseil européen doit donner des recommandations, et le Conseil européen se prononce sur la base de ce qu'a dit la Commission. Le texte de la Commission entre beaucoup dans les détails. L'orientation générale est tout à fait légitime, mais ce n'est pas à la Commission d'entrer dans tous les détails, sinon le Parlement français ne servirait à rien. Que la Commission dise à la France "il faut que vous équilibriez votre régime de retraite", c'est tout à fait légitime, d'ailleurs c'est ce qu'on est en train de faire, puisqu'il va y avoir une réforme des retraites, mais que la Commission dise "voilà, il faut que monsieur X, madame Y, etc.", non, ça c'est à chaque pays de décider souverainement. »

Aurélié Filippetti, 21/06/13

Redevance

« Il y a, dans la suite du rapport Lescure, un certain nombre de préconisations, notamment cette contribution sur les terminaux connectés qui pourrait permettre d'abonder un fonds qui servirait à financer par exemple les disquaires en difficulté. Cela existe déjà sur une partie des matériels, et ce n'est pas normal que ça n'existe pas sur tous les matériels. Ce n'est pas fait, mais on en discutera à la fin de l'année. J'y suis favorable. Cette contribution pourrait concerner l'ensemble des terminaux connectés à Internet qui permettent d'avoir accès à des contenus culturels. »

ATELIER DU CHANGEMENT

Brest, Marmande, Évry, Reims, et Aix. À travers toute la France, Harlem Désir est allé débattre avec les Français sur le Changement en cours alors que nous sommes au gouvernement. À Aix, il fut notamment question de la place de la France dans le monde, de la sécurité de l'Université et du rythme des réformes attendues. *« Les efforts sont demandés à tout le monde, a rappelé Harlem Désir, ce n'est pas seulement une addition de réformes, ce que nous faisons donne un sens à l'avenir. Nous avons un projet, des valeurs, nous voulons faire vivre un idéal et faire valoir nos valeurs d'égalité dans le monde ».*



RENCONTRE PS ET SPD

Pour les jeunes et pour la croissance en Europe

Le couple franco-allemand est un des moteurs de la construction européenne, et quand il s'agit de réorienter l'Europe vers plus de croissance et de multiplier les initiatives pour la jeunesse, moins d'austérité, le PS et le SPD parlent d'une même voix. À Solferino, mercredi, ils ont d'ailleurs, par l'intermédiaire de leur représentant, signé une déclaration commune qui vise à « donner un nouvel espoir à la jeunesse européenne ». Ce texte est dans la droite ligne de l'offensive menée par François Hollande depuis son élection en mai 2012 pour relancer la croissance en Europe. Offensive rappelée le 16 mai dernier, quand le président de la République estimait qu'il fallait « sortir l'Europe de la langueur » en instaurant notamment « un gouvernement économique de la zone euro » et insistait sur la mise en place urgente d'un budget jeunesse dans l'Union. « Nous ne sortirons pas de la crise par l'austérité mais par l'investissement

pour l'avenir, confirme Harlem Désir, Premier secrétaire du PS. Il y a 6 millions de chômeurs dans l'UE. Dans certains pays, le taux de chômage des jeunes dépasse 50 %. Nous devons nous battre pour que le pacte de croissance soit mis en œuvre, pour que les 6 milliards d'euros du pacte pour l'emploi des jeunes soient dans le budget pluriannuel. Mais ce n'est pas assez : d'ici à 2020, c'est 21 milliards d'euros qu'il nous faut. Nous ne pourrions pas sortir de la crise sans coordination beaucoup plus forte entre les États-membres » Pour y arriver, l'une des solutions est de lutter plus activement contre la fraude et l'évasion fiscales. *« Nous trouvons des billions d'euros pour les banques, pourquoi ne peut-on pas avoir ne serait-ce que 10 milliards pour nos jeunes, s'interroge Sigmar Gabriel, président du SPD. Il est de notre devoir de leur redonner de l'espoir. »*

ÉVÉNEMENT



Rencontre pour la culture au festival d'Avignon

Le Parti socialiste et la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNE SR) organisent une rencontre pour la culture à l'occasion du festival d'Avignon. Cette année, c'est l'éducation artistique et culturelle qui sera au cœur des discussions. En effet, intégrer l'art et la pratique artistique à l'école est un enjeu majeur pour les socialistes, car ce sont des éléments fondamentaux de l'émancipation des citoyens. Cette rencontre sera l'occasion d'un échange d'expériences et de pratiques concrètes portées par les élus et les acteurs culturels. Elle sera animée par Frédéric Hocquard, secrétaire national à la Culture et

Emmanuel Constant, délégué culture de la FNE SR. Harlem Désir, Premier secrétaire du PS, Pierre Cohen, président de la FNE SR, Cécile Helle, vice-présidente de la région Paca en charge de la culture, Claire Rannou, déléguée nationale de l'Anrat (Association nationale de recherche et d'action théâtrale) et Catherine Marnas, metteuse en scène, participeront au débat. Aurélié Filippetti, ministre de la Culture, conclura la discussion. **> Mercredi 17 juillet à 14h30. Cour de la Chapelle Saint-Charles, rue Saint-Charles à Avignon. Entrée libre, renseignements et inscriptions : culture@parti-socialiste.fr ou au 01 45 56 78 07.**

L'atout formation contre le chômage

À l'issue de la deuxième grande conférence sociale vendredi 21 juin, Jean-Marc Ayrault a affiché sa combativité pour « mener la bataille de l'emploi » sur laquelle François Hollande, dès l'ouverture, avait également insisté. « C'est un défi qui nous concerne tous, a dit le président. Plus de 10% de la population active privée d'emploi, c'est un gâchis pour l'économie. » Jean-Marc Ayrault a notamment annoncé la mise en œuvre d'un plan de formations prioritaires pour l'emploi. Dès le mois de juillet, le ministre du Travail Michel Sapin va réunir les partenaires sociaux afin de « recenser les besoins, par région et par secteur, préciser les outils utilisables immédiatement, et mobiliser les financements », précise le Premier ministre. « Il nous faut utiliser sans délai les opportunités d'emploi qui existent », explique-t-il, en faisant référence aux nombreuses offres d'emploi non pourvues. « Nous devons rendre ce plan opérationnel dès la rentrée de septembre. Fixons-nous l'objectif, en quatre mois, d'avoir permis l'entrée supplémentaire en formation de plus de 30 000 demandeurs d'emploi ».

Pour le Premier ministre, le temps est venu d'engager « une belle et ambitieuse réforme » de la formation professionnelle et de l'alternance. « Nous ne pouvons pas laisser le système en l'état, quand 20 % seulement des demandeurs d'emploi accèdent chaque année à une formation. Quand les ouvriers y accèdent deux fois moins que les cadres », argumente-t-il. La réforme visera à orienter la formation professionnelle « vers ceux qui en ont le plus besoin », notamment les demandeurs d'emplois et les jeunes sans qualification, et à mettre en œuvre le compte personnel de formation créé par la loi de sécurisation de l'emploi.

Le Premier ministre en appelle à la mobilisation générale pour utiliser les outils déjà créés, comme les emplois d'avenir – déjà 30 000 signés – et les contrats de génération. « Notre société repose sur le travail », estime Jean-Marc Ayrault, qui relève l'importance du bien

être au travail. Ainsi, le comité d'orientation des conditions de travail sera chargé de préparer un plan santé au travail et un observatoire des rémunérations va être installé au sein du commissariat général à la stratégie et à la prospective. « L'emploi passe aussi par l'Europe », rappelle le Premier ministre, qui dresse trois priorités : Il faut « mobiliser rapidement le fonds de 6 milliards d'euros et déployer la garantie jeune », « lutter contre le dumping social, fiscal et la concurrence déloyale », et « conforter la place du dialogue social ». « Le dialogue social, aux yeux du président de la République et du gouvernement n'est pas un jeu d'ombres, il est au cœur de notre méthode de gouvernement », ajoute Jean-Marc Ayrault.

De son côté, Harlem Désir se félicite que la conférence sociale qui s'achève confirme le choix du président et du gouvernement « d'entreprendre les réformes nécessaires à notre pays dans le respect et l'écoute des partenaires sociaux, avec comme première priorité l'emploi et dans une double perspective : parer à l'urgence et préparer l'avenir ».



REPORTAGE

IBM s'implante à Lille

C'est une histoire vieille de la Première guerre et qui continue de s'écrire. La firme américaine IBM s'est installée en France en 1914, lundi dernier, elle a annoncé l'implantation d'un nouveau centre de services à Lille. 700 emplois devraient être créés d'ici cinq ans.

« L'arrivée d'IBM témoigne de la confiance de l'entreprise vis-à-vis d'un de ses alliés, le territoire français », se réjouit Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif. Selon lui, c'est une preuve que la France « qui manque d'optimisme et d'estime de soi » dispose d'atouts incontestables : « Elle est la première destination des investissements en recherche et développement dans le monde », rappelle-t-il. « IBM est fidèle à la France et continue à y créer des emplois, même si l'entreprise a besoin d'évoluer, remarque-t-il. Le gouvernement ne souhaite pas s'opposer à l'adaptation des entreprises. Il faut le faire en bonne intelligence avec les territoires, avec les hommes et les femmes qui travaillent. » IBM vient encore d'investir 309 millions d'euros en France, notamment en créant un centre à Montpellier.

À Lille, IBM prend place au sein d'Euratechnologies, un pôle numérique qui abrite déjà, trois ans après sa création, 130 entreprises et 2 000 emplois. Ce projet qui visait à créer « une silicon valley » à la française, a eu du mal à emporter l'adhésion à ses débuts. Désormais, « c'est le modèle de quartier numérique le plus abouti de France, remarque le ministre. Lille est la preuve que la politique peut changer l'économie. » Pour le maire, Martine Aubry, « ce site d'excellence numérique de la métropole lilloise se distingue par sa créativité et par le lien qui existe entre la recherche et les entreprises ». L'arrivée du « géant des géants dans les nouvelles technologies » est donc « essentielle ». En 2012, 5 000 nouvelles entreprises ont pris leur envol à Lille, dont les deux tiers parmi les six pôles de compétitivité.

La France reste le premier pays d'implantation d'IBM hors États-Unis. « Quand on pense à la France, on pense d'abord à l'école mathématique, explique Alain Bénichou, président d'IBM France. 11 médailles Fields, ce n'est pas rien ! En venant ici, on s'assure d'abord que nous allons pouvoir recruter des compétences, des talents. » Les premiers entretiens seront organisés dès le mois de juillet, pour recruter 200 personnes cette année.





Université d'été de la Rochelle

23, 24 et 25 août 2013

Espace Encan - Quai Louis Prunier

Ouverture de l'accueil aux participants vendredi 23 août à 13 h

Tarif participant : 50€ (hors repas, transport et hébergement)

• Deux repas sont proposés (sous réserve de disponibilité) :

Samedi midi - buffet : 8€

Samedi soir (dîner assis et soirée festive) : 18€

Samedi midi et samedi soir : 25€

Total : €

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Adresse mail

Tél.

Portable

Fédération

Bulletin d'inscription à retourner accompagné du règlement par chèque
à l'ordre du Parti socialiste, au secteur « Fédérations / UE 2013 »
10, rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07

Pour tout renseignement, contactez le secteur Fédérations au 0145 56 77 00

L'inscription est aussi possible en ligne : parti-socialiste.fr/universite-dete